

3 février 1989 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'issue de son voyage d'Etat en Inde, notamment sur la coopération franco-indienne en matière technique et culturelle, l'aide au développement, le désarmement, les conflits du Cambodge et de l'Afghanistan, Bombay le 3 février 1989.

Mesdames et messieurs,

- Nous terminerons ce soir la visite que nous effectuons en Inde, plusieurs ministres, un certain nombre de techniciens, d'industriels, d'écrivains français et moi-même.

- Cette journée se terminera comme vous le savez par l'inauguration et le lancement de l'Année de la France en Inde. Réplique de ce qui se passa naguère à Paris pour l'année de l'Inde en France.

- Les deux journées précédentes, comme un peu de la matinée, ont été consacrées à de multiples conversations, avec les principales autorités de l'Inde, elles m'ont conduit de New Delhi à Calcutta, de Calcutta à Bombay. On ne peut prétendre connaître l'Inde pour avoir un moment passé dans quelques grandes villes. J'ai cependant cherché à compléter mon information et mes impressions des années précédentes.

- Je suis à votre disposition maintenant pour répondre aux questions qui vous intéressent et j'attends seulement que vous me demandiez la parole sur les sujets de politique générale, de politique extérieure et surtout sur les relations bilatérales entre l'Inde et la France.\

QUESTION.- Monsieur le Président, dans le discours que vous avez fait au banquet, vous avez mentionné l'objectif de votre visite, pourriez-vous préciser les domaines où des initiatives sont prises avec l'Inde et quelles sont les bases de la coopération économique. Quels seront les résultats de vos discussions dans ces deux domaines, monsieur le Président.

- LE PRESIDENT.- Voici une vaste question qui en rassemble sans doute beaucoup d'autres. Les conversations que j'ai eues avec le Président de la République, avec le Premier ministre, les ministres que j'ai rencontrés avaient pour objet essentiellement de fixer la position de nos deux pays par rapport à un certain nombre de grands problèmes internationaux : la situation de la région dans laquelle nous nous trouvons actuellement, les problèmes de désarmement, le problème du développement. Quelles démarches réaliser pour que d'ici quelques mois, on puisse aller enfin après plusieurs années de piétinement vers un ordre monétaire, un ordre économique convenant mieux aux intérêts des uns et des autres. Les relations de la France mais aussi de la Communauté économique européenne avec l'Inde.

- Dans les relations directes bilatérales, vous me posez la question du sujet de nos conversations sur le plan économique. J'ai là une note dans laquelle ont été rassemblés ces différents éléments. Vous savez qu'il s'est tenu une Commission mixte entre l'Inde et la France à la veille même de mon arrivée. Cela a permis de déterminer deux axes principaux : au bénéfice de l'Inde, une aide à la promotion des produits indiens en France et en Europe par la création d'un bureau financé notamment par la France £ au bénéfice de la France l'accélération des procédures

d'investissements français en Inde, ce qui correspond au souhait croissant des entreprises françaises car elles désirent réaliser des exportations mais aussi des coopérations industrielles sur place. Par exemple, les projets de Rhône Poulenc, de BSN ou d'Alcatel.\

` Suite sur la coopération économique franco-indienne ` Les secteurs principaux de coopération dont certains sont très sensibles, vous allez l'apercevoir, ont été également définis : le nucléaire. J'ai dit, et le ministre des affaires étrangères aussi, que la France était prête à s'engager dans une coopération de grande ampleur, il est question de deux centrales. Bien entendu cela suppose réglés un certain nombre de problèmes : problèmes de prolifération auxquels on peut apporter une réponse, problèmes de financement qui restent à mettre au point.

- Il y a à respecter ce que nous appelons le consensus de l'OCDE, mais il y a le moyen de répondre aux demandes indiennes et c'est dans ce sens que je me suis engagé.

- Les télécommunications : j'ai dit que nous étions prêts à poursuivre une coopération qui s'est révélée jusqu'ici fructueuse : deux usines de centraux ont été construites : et, si nos amis indiens le souhaitent, nous sommes prêts à montrer que l'on peut aller plus loin : on peut raccourcir les délais £ on peut aller plus loin et plus vite.

- Le spatial : cette coopération existe depuis plus de dix ans, elle aussi peut faire un bond en avant.

- L'aéronautique : il y a un véritable succès des opérations déjà engagées. Faut-il que je cite le cas des hélicoptères.

- Il y a aussi des contrats. Là c'était des projets sur lesquels nous pouvons nous engager, mais il y a des contrats sur lesquels maintenant nous sommes déjà engagés. Pour la production de vaccins Mérieux : c'est un accord assez remarquable pour ses aspects scientifiques, médicaux, humanitaires, industriels. Un accord a été signé le 1er février par l'INSERM et son partenaire indien, contrat signé hier à Paris entre Peugeot et le Groupe indien Mahindra pour la production de camionnettes de type "504" en Inde de 8 à 10000 par an.

- La fameuse centrale hydro-électrique de Dul Hasti : après les entretiens que j'ai eus avec le Premier ministre `Rajiv Gandhi` je pense que l'on peut avoir un bon espoir que les dernières difficultés techniques soient surmontées. C'est un projet très important, vous le savez, qui concerne, en France, CGE Alsthom.

- Dans le domaine scientifique, un accord gouvernemental de coopération sur les biotechnologies a été signé le 1er février, entre M. Curien et son homologue. Je n'aurais garde d'oublier un accord qui est loin d'être négligeable qui consiste à réinstaller l'Alliance française de Calcutta dans de nouveaux locaux. J'ai eu, certains d'entre vous le savent, une longue conversation avec de nombreux créateurs de Calcutta. Il me semble que nous pouvons désormais d'une assise durable dans cette grande ville intellectuelle et culturelle et que ce type de coopération devrait se développer à partir de là entre l'Inde et la France.

- Voici quelques exemples, mais je ne voudrais pas transformer cet échange de vue en un monologue. Alors, je vais donner la parole à ceux qui me la demanderont. Qui souhaite intervenir ?.\

QUESTION.- Quelles sont les caractéristiques de l'aide financière que vous proposez de donner à l'Inde pour ce qui est de l'achat de centrale nucléaire. Les caractéristiques de cette aide financière.

- LE PRESIDENT.- C'est un sujet de grande ampleur. J'ai même cité le chiffre de deux centrales. Alors, j'ai énuméré les problèmes à régler qui ne sont pas des problèmes de caractère politique, mais de technique et de financement. Quand ces conversations seront achevées alors nous pourrons en parler.

- QUESTION.- Est-ce qu'il s'agit aussi de surgénérateur ?

- LE PRESIDENT.- Il s'agit de centrales nucléaires dont les éléments de technologie seront connus de vous quand l'accord sera fait.

- QUESTION.- Vous avez parlé du problème de la prolifération. Vous dites, comment envisagez-vous la solution de ce problème, quels sont les moyens qui permettront d'écarter ce problème ?

- LE PRESIDENT.- Mais il existe une agence internationale, un accord international dont la France est signataire. Elle se soumet à toutes les conditions de l'agence internationale de façon qu'il n'y

est signataire. Elle se soumet à toutes les conditions de l'Agence internationale, de façon qu'il n'y ait pas de passage de ce que l'on appelle l'atome civil à l'atome militaire. Quant au problème de protection, il est évident qu'il y a des différences de technologies d'un pays à l'autre. Pour ce qui concerne la France, nous n'avons pas eu - heureusement - à déplorer d'accident, et de ce fait, tout pays qui s'intéressera à notre technologie sera reçu comme il se doit. Notre production d'électricité est importante par ce moyen. Mais enfin, nous ne sollicitons pas spécialement des demandes. Nous débattons à ce sujet, avec les pays que cela intéresse. QUESTION.- Six autres pays ont signé un accord il y a un an et demi, visant à empêcher la prolifération des technologies dites sensibles. Quelles centrales cet accord pourrait-il créer pour ce qui est du programme de carburant liquide pour fusée à propos duquel la France a déjà un accord avec l'Inde.

- LE PRESIDENT.- Nous avons l'intention d'être très exigeants sur les conditions et les garanties, car nous savons de quelle manière dans un certain nombre de pays la production nucléaire a pu démontrer des conséquences dommageables. Mais vous me parlez de cela comme d'un contrat signé. Je vous en ai parlé au point de départ comme les secteurs principaux de coopération sur lesquels des conversations sont engagées mais je n'ai pas rangé ce problème nucléaire parmi des contrats signés. Donc je ne veux pas vous parler de ce sujet comme s'il s'agissait d'un accord établi.\

QUESTION.- Monsieur le Président, d'une part en tant que membre du club nucléaire vous avez le contrôle de la technologie nucléaire, d'autre part, pour les pays en voie de développement qui voudraient se lancer dans cette technologie nucléaire il y a donc prolifération. Israël et le Pakistan sont en train d'acquérir cette technologie en tant que l'un des grands pays industriels qui détiennent ces technologies, comment raisonnez-vous cette contradiction dans votre propre position ?

- LE PRESIDENT.- Il n'y a pas de contradiction. Nous refusons de prendre part à toute forme de technologies qui pourraient permettre le passage de l'atome civil à l'atome militaire sous le contrôle de l'Agence internationale. Tout ce qui est compatible avec les règles de cette Agence nous le respectons, tout ce qui n'est pas compatible nous ne le faisons pas. C'est donc très logique.\

QUESTION.- Vous venez d'indiquer que vous avez parlé au Premier ministre indien à propos du désarmement. Comment considérez-vous la présence de super-puissances dans l'Océan indien ?

- LE PRESIDENT.- J'ai abordé le problème du désarmement au travers des grandes directions qui ont retenu l'attention du monde au cours de ces derniers mois ou années. Le désarmement nucléaire, des fusées dites intermédiaires, à portée intermédiaire entre 1000 et 4500 kilomètres, l'accord de Washington que la France a été l'un des premiers pays à approuver sans réserve. La question aujourd'hui traitée par les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique d'une réduction sensible de leurs armements stratégiques n'est pas assez avancée pour que je puisse en dire beaucoup plus, sinon que je souhaite qu'ils mettent à exécution les promesses qu'ils ont exprimées. Ils ont parlé d'une réduction de 50 % de leurs arsenaux. Mais même 50 %, c'est encore un niveau extrêmement élevé, il faudra qu'ils fassent des efforts supplémentaires pour pouvoir entraîner tous les autres pays, enfin les quelques autres pays détenteurs de moyens militaires atomiques pour que cela devienne un accord général. La Conférence sur le désarmement chimique, vous le savez, dont les résolutions ont été signées par 149 pays s'est tenue récemment à Paris et elle a abouti au dégel de la négociation de Genève qui va désormais se poursuivre sur des bases entendues par les pays en question. Une avancée sérieuse vient d'avoir lieu dans le domaine du désarmement conventionnel en Europe. Et c'est au début du mois de mars que commenceront, après les délibérations de Vienne, les vraies négociations sur ce désarmement que nous espérons équilibré. Voilà trois domaines très sensibles.

- Quant à notre présence dans l'Océan Indien, pour l'instant les mers sont ouvertes, je veux dire toute la zone internationale. Il n'y a donc d'interdit pour personne. Un problème particulier s'est posé, vous le savez, autour du Golfe Persique, mais ce problème est en voie de règlement avec le début de la fin des hostilités entre l'Irak et l'Iran. Naturellement cette guerre et les difficultés d'approvisionnement en pétrole ont provoqué une grande concentration de navires dans cette zone, cette présence perd désormais sa raison d'être. Quant à la circulation des navires à travers

les mers, là où les mers sont internationales, tout cela est du domaine parfaitement normal du droit maritime.\

QUESTION.- Monsieur le Président, Fabrice Le Quintrec, France-Inter. Vous êtes venu en Inde à plusieurs reprises ces dernières années, quel est votre jugement sur le chemin parcouru par l'Inde pour se développer, sur la politique économique du gouvernement de M. Gandhi, et sur la manière dont les grands pays industrialisés, dont la France, peuvent aider l'Inde à faire face à ses problèmes de sous-développement, de surpopulation ou d'endettement ?

- LE PRESIDENT.- C'est le deuxième voyage officiel que j'effectue en Inde, puisque j'étais venu une première fois dans le cadre de mes fonctions en 1982. C'est en vérité, la troisième fois que je peux pénétrer un peu à l'intérieur de ce pays. Lorsque je voyageais à titre personnel, avant d'être élu Président de la République, j'avais pu passer plus de temps hors du protocole officiel pour approcher plus aisément la réalité indienne. Et encore qui peut dire la connaître dans des conditions aussi fugaces. Donc, je n'ai pas de prétention dans ce domaine. Simplement, je peux dire que d'abord, il y a les impressions, les impressions cela compte, les intuitions, la documentation que l'on s'efforce d'amasser avant d'accomplir un voyage, des données théoriques parfois un peu abstraites, mais aussi un certain nombre d'approches concrètes.

- Tout cela me permet de dire que j'observe un progrès continu dans le développement de l'Inde. Ce pays est parvenu à régler le problème de l'auto-suffisance alimentaire, qui est davantage un problème de répartition, c'est un pays fait de contrastes, sans doute : on sait bien les difficultés économiques que rencontre une grande partie de la population, mais on sait aussi que ce pays se situe parmi les premiers quant à la technologie de pointe et quant au développement de certaines grandes industries.

- Pendant plusieurs jours vont se dérouler des rencontres entre experts, savants et techniciens indiens et français, puisque M. Curien restera là encore plusieurs jours avec un certain nombre de personnalités très compétentes. Ils vont discuter de mathématiques, ils ont discuté aussi des problèmes de l'eau, d'hydrographie et des problèmes de biologie. L'Inde s'équipe de plus en plus dans les hauts domaines à la fois de la science fondamentale et de la science appliquée avec le passage à l'industrie. Les progrès semblent véritablement évidents. Je n'ai pas à juger des progrès politiques internes de l'Inde, cela n'est pas de mon domaine, je dis cela par respect pour la souveraineté de ce pays. Mais j'ai le sentiment d'un pays vraiment au travail qui s'équipe, avec une population qui s'accroît rapidement, ce qui n'est pas un mince problème. Quand on survole le territoire on aperçoit, comme j'ai fait déjà dans le passé, toute une série d'équipements visibles de canaux, de routes, de moyens de communications et les documents dont je dispose me permettent de penser que d'une façon générale, l'équipement et le développement de chacun des Etats se poursuit à bonne allure. Je répète les problèmes politiques internes de l'Inde ne sont pas de mon ressort, en tout cas je ne me permettrai pas d'en juger ici.\

QUESTION.- Avez-vous évoqué l'évolution de la situation en Afghanistan avec M. Rajiv Gandhi et sinon, qu'en pensez-vous, vous-même ?

- LE PRESIDENT.- Oui, nous en avons parlé naturellement. Nous avons parlé de tous les points chauds de la région. Ils sont assez nombreux. J'entends par région le vaste domaine asiatique. C'est vrai que le problème de l'Afghanistan s'est longtemps situé peut-être comme le plus brûlant, avec la guerre entre Irak et Iran. Mais, il semble que le processus annoncé se poursuit. Tout cela fait partie d'accords internationaux ou de dispositions propres à l'Union soviétique qui sont connus de vous. Ce processus a semblé hésitant, quelque fois même avec des aller-retour, mais aujourd'hui il paraît clair qu'il se poursuivra jusqu'à son terme. Donc, il faut s'adresser maintenant aux Afghans pour souhaiter, contribuer aussi, qu'ils soient eux-mêmes en mesure d'assurer à leur pays la vie politique, les institutions démocratiques, la consultation populaire, la remise en ordre de leur pays indépendant et souverain. Je ne peux pas répondre à leur place. Il y a aussi les incidents, les conséquences de cette guerre, par la grande quantité de réfugiés qui sont allés du côté du Pakistan et qui ont aussi posé des problèmes et créé des tensions. Il semble que l'évolution du Pakistan soit considérée ici comme bénéfique pour un certain apaisement des esprits dans les relations entre les deux pays actuels. Voilà ce que je peux vous dire.

L'Afghanistan comme un certain nombre d'autres points très chauds, a connu au cours de ces six derniers mois une évolution rapide.

- Nous avons aussi discuté, puisque vous m'avez posé cette question du problème touchant le Cambodge qui intéresse comme vous le savez la France de près. Et, encore tout à l'heure, M. le ministre des affaires étrangères de l'Inde qui, rentré du Sud-Est asiatique, avait une conversation avec M. Roland Dumas, pour savoir exactement ou le plus exactement possible, où en étaient les conversations, ou les espoirs de dialogues.\

QUESTION.- Je ne sais pas si je me suis bien exprimé la première fois. En fait, je vous ai parlé du programme de fusée, donc la question est la suivante : l'accord sur les technologies dites sensibles, quelle sera son incidence sur la coopération avec l'Inde dans le domaine du carburant liquide et dans le domaine du PSMV qui ressemble fort à un programme de fusée balistique dans la mesure où le véhicule de lancement est très semblable. Donc ma question ne porte pas sur le programme nucléaire.

- LE PRESIDENT.- Je comprends très bien votre désir de savoir, mais ce désir vous pousse un peu loin. Je pense ne pas avoir été assez clair tout à l'heure, c'est-à-dire ne pas avoir assez clairement divisé mon exposé, pourtant je l'avais dit, entre les thèmes de coopération actuelle entre l'Inde et la France qui donne matière à de futurs accords qui ne sont pas établis et les accords déjà signés. Je m'étais efforcé de le dire, peut-être ne l'ai-je pas bien fait comprendre. Là, il s'agit pour le nucléaire, les télécommunications, le spatial et l'aéronautique, domaine dans lequel il existe des accords antérieurs, surtout dans les trois derniers domaines, il s'agit là de projets de coopération et je ne veux absolument pas engager, ni apporter aucune précision alors que nos experts en sont encore à discuter. Je ne veux fermer aucune porte, ni en ouvrir inutilement.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez émis le souhait de lancer des initiatives franco-indiennes dans le domaine du développement. Alors, à quelles initiatives concrètes pensez-vous ? Est-ce que cette année du bicentenaire de la Révolution y est favorable et dans quel cadre ?

- LE PRESIDENT.- Oui, vous avez très bien perçu cela. Ce n'est pas spécialement parce que c'est 1989, même si cette année a une haute vertu symbolique. Non, c'est parce que les problèmes arrivent à point. Vous savez que la France a pris plusieurs initiatives importantes dans le domaine du désendettement. Vous savez que la France continue d'être le pays industriel qui fournit la contribution la plus forte dans le total des aides multilatérales et bilatérales par rapport à son revenu, ou à son produit intérieur brut. Donc, la France est en pointe dans ce domaine, elle s'en flatte, elle se conforme d'ailleurs au meilleur de sa tradition. Il nous semble que, dans ce domaine-là, l'Inde est un partenaire particulièrement nécessaire. Que le maximum d'initiatives possibles devant rassembler des pays industriels, et des pays en voie de l'être doivent réunir, de façon privilégiée, l'Inde et la France est logique. Vous savez que les 13 et 14 juillet prochain seront réunis à Paris, grand nombre de chefs d'Etat ou de gouvernement. Un certain nombre de chefs d'Etat ou de gouvernement des pays industrialisés, puisque c'est à Paris que se tiendra le Sommet de 89 `1989` entre les sept pays les plus industrialisés du monde £ mais aussi des chefs d'Etats ou de gouvernement des pays du tiers monde, ou des pays en voie de développement. Ce n'est pas pour rien que j'entends les convier à venir s'associer de cette façon à la commémoration des grands événements d'il y a deux siècles. C'est pas simplement aussi pour parler du passé, c'est pour préparer l'avenir. Et j'ai entretenu M. le Premier ministre, M. Rajiv Gandhi, comme je le ferai avec quelques autres dirigeants, quelques autres pays en voie de développement, de rendez-vous à prendre, d'initiatives à élaborer pour que l'ensemble de la planète soit véritablement saisie des vrais problèmes qui la concernent parmi lesquels au premier chef, le décalage si dramatique entre les pays industriels du nord et les pays du sud. Et nous sommes en train de discuter de propositions très concrètes dans ce domaine. Je vous en dirai davantage dans quelques mois.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez évoqué la possibilité d'une collaboration plus développée dans le domaine de la télécommunication selon un article paru dans un journal indien aujourd'hui, M. Sam Petroda qui est très connu dans le domaine de la télécommunication dans ce pays, a dit que ce que l'on offre à l'Inde, c'est plutôt une pression politique exercée pour

ce pays, a dit que ce que l'on dit à l'Inde, c'est plutôt une pression politique exercée pour contrer les efforts qui se font, qui se poursuivent actuellement dans ce pays. Qu'en pensez-vous ?

- LE PRESIDENT.- Je n'ai pas compris, enfin je veux dire que j'ai très bien compris votre langage, mais je n'ai pas très bien compris ce que vous vouliez dire par pression politique. Pression politique de qui ? sur qui ? voulez-vous me le préciser ?

- QUESTION.- Je ne fais que vous transmettre ce qui a été dit par M. Sam Pétroda. Il a dit que l'on a exercé une pression considérable afin de développer la collaboration avec Alcatel et cette collaboration étant nuisible aux entreprises indiennes dans ce domaine. Je suppose que l'on sait, d'où vient la pression. Qu'est-ce que vous avez à en dire ?

- LE PRESIDENT.- Ce Monsieur dont vous me parlez m'excusera quand il lira nos propos. Il ne m'en voudra pas de dire que je ne connaissais pas son existence jusqu'alors et de ce fait, il s'étonnera encore moins, que je n'ai pas eu connaissance de ses propos que vous avez l'obligeance de me rappeler. J'ai même un peu l'impression que ce monsieur, c'est un petit peu la loi et les prophètes puisqu'à partir de cette déclaration, il faudrait se le tenir pour dit, moi je n'en sais rien, je ne vois pas quelle pression pourrait exercer une société française sur une société indienne. Je me demande comment elle pourrait faire. L'Inde est un grand pays, souverain, libre.

- La meilleure façon d'échouer dans une négociation ce serait de procéder de cette manière, d'arriver avec pression. Vraiment je ne vois pas très bien un industriel français se comporter de cette manière. Maintenant comme j'ignore la question, cela m'est difficile de vous répondre davantage. J'espère que M. Sam Petroda se libérera des pressions qu'il subit. Je ne peux que l'encourager à s'affirmer en citoyen libre et indépendant comme l'est son pays.\

QUESTION.- Monsieur le Président, comment expliquez-vous les inquiétudes indiennes à l'égard de l'Europe de 1992 et y a-t-il dans les relations franco-indiennes actuellement une dimension spécifique européenne que vous ayez évoquée ?

- LE PRESIDENT.- Oui. Cette appréhension se comprend quand même très bien et cette question est posée un peu partout, y compris aux Etats-Unis d'Amérique et dans les pays d'Europe extérieurs à la Communauté, elle m'a été posée en Bulgarie récemment, en Tchécoslovaquie, elle m'est posée par des pays scandinaves. Il est évident que ce marché unique de 320 millions d'habitants, cela pose des questions aux autres et qui se disent que si cette communauté si importante, première puissance commerciale du monde et qui peut être la première puissance industrielle ou la première puissance technologique, se met à faire du protectionnisme, les conséquences en seront très graves pour de nombreux pays. Il y a ceux avec lesquels la Communauté a des accords économiques, je ne dirais pas privilégiés mais des accords particuliers vous le savez bien, ceux-là quand même s'inquiètent en se disant est-ce que cela durera ? Chaque fois je les rassure. Je ne suis pas habilité à parler aux gens de l'Europe mais ce que je connais des intentions des autres pays de la Communauté ne me permet pas de douter de ce que j'affirme.

- Vraiment la Communauté européenne n'a pas l'intention de devenir plus protectionniste qu'elle ne l'est, elle a même l'intention de l'être moins. Il se pose un problème particulier agro-alimentaire. Vous savez que la compétition entre l'Europe et les Etats-Unis d'Amérique pose des problèmes aux pays en voie de développement car l'une et l'autre de ces entités, les Etats-Unis d'Amérique, la Communauté européenne, pratiquent la politique des subventions qui revient au fond à une politique protectionniste et chacun de ces deux groupes en souffre, ce qui est évident. On en discute pour l'instant au GATT. Les pays producteurs du tiers monde en souffrent peut-être plus encore. Il faut arriver à corriger cela et c'est pourquoi la discussion entre Etats-Unis d'Amérique et Communauté européenne est une conversation primordiale pour arriver à desserrer l'étreinte de cette compétition protectionniste. On en a parlé, enfin moi j'en ai parlé, en apaisant les craintes, les appréhensions - c'est le mot juste - de nos partenaires indiens qui se demandent s'ils auront à faire face à une forteresse économique et non pas une place ouverte aussi ouverte que possible conformément aux règles que la Communauté s'est elle-même données avec le Traité de Rome. C'est une question très actuelle. Est-ce que je peux engager l'Europe ? Non naturellement, mais enfin je connais suffisamment M. Delors, Président de la Commission, et j'ai suffisamment l'occasion de discuter avec mes partenaires de l'Europe des

Douze pour savoir que tel est leur sentiment.\

QUESTION.- Pensez-vous que le point de vue de votre pays, monsieur le Président, à propos des problèmes auxquels est confronté le monde en développement, à propos des problèmes de la création du nouvel ordre international - et compte-tenu du processus de désarmement qui doit s'accélérer - quel est donc votre point de vue à ce sujet ?

- LE PRESIDENT.- Je croyais l'avoir dit. J'ai moi-même établi devant les Nations unies en 1983 un rapport sur la relation entre le désarmement et le développement, mais je n'étais pas le premier à le faire. Du côté français, deux de mes prédécesseurs l'avaient fait avant moi. Je continue de penser qu'il s'agit là d'un binôme qui n'est pas séparable, en tous cas pas d'ici longtemps. J'ai déjà dit, mais sur tant de tribunes que j'ai un petit peu de scrupules à le répéter ici, qu'on ne pouvait pas en rester là, on ne pouvait pas continuer de laisser, par exemple, les matières premières africaines abandonnées à la spéculation de quelques places financières. C'est la ruine là-bas et pourtant ce sont des pays qui ont une très grande ressource du sol et du sous-sol. Il y a là une hérésie, comme une sorte de forme de colonialisme qui n'arrive pas à disparaître de la surface du globe. J'ai déjà proposé des solutions, lorsque j'ai décidé que la France renonçait à un tiers de ses créances à l'égard des pays les plus pauvres, lorsque j'ai préconisé pour les pays dits intermédiaires (ceux qui sont riches quand même mais qui ont des endettements trop lourds) qu'il convenait de créer de nouveaux droits de tirages spéciaux dans les pays industriels qui y auraient droit, auxquels ils ne toucheraient pas afin de constituer un fond qui permettrait de rembourser les créanciers sans obliger des débiteurs qui n'ont pas le moyen à le faire. Voilà la politique de la France.

- Quant au désarmement nous sommes nous-mêmes à l'origine de plusieurs de ces grandes négociations, sur les armes chimiques en tous cas, et nous avons mis l'accent peut-être les premiers et plus fortement sur la nécessité du désarmement classique en Europe. J'ai déjà dit que pour le nucléaire nous y participerions le jour où les Etats-Unis et l'Union soviétique auraient atteint un niveau suffisant dans l'abaissement de leur potentiel. Je ne peux rien vous dire de plus.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez dit que vous aviez beaucoup parlé du Cambodge avec M. Rajiv Gandhi pouvez-vous nous dire sur quoi portent vos convergences, vos divergences, éventuellement vos complémentarités, et dans quelle mesure l'Inde par exemple pourrait jouer un rôle dans ce processus de paix ?

- LE PRESIDENT.- Nous n'avons pas beaucoup parlé du Cambodge mais nous en avons parlé plus que de l'Afghanistan c'est ce que j'ai dit tout à l'heure et suffisamment en tous cas pour que nous connaissions l'un et l'autre, M. Gandhi et moi-même, nos intentions et nos politiques. Nous souhaitons l'un et l'autre qu'un accord se fasse là-bas. Vous savez que la France joue un rôle éminent. C'est aux Cambodgiens de décider eux-mêmes de leur sort. La France ne se substitue pas aux Cambodgiens mais elle les aide. Elle facilite le dialogue, c'est sur son sol que se sont rencontrés les deux négociateurs qui ont tout de même fait avancer les choses avant soudain - je ne dirai pas de rompre - mais d'interrompre leur dialogue. La France s'est affirmée prête à les voir revenir, à permettre aux Cambodgiens, car il s'agit là d'un pays que la France connaît bien, de pouvoir se parler. La maîtrise de leur dialogue leur appartient. Et puis comme le Cambodge se trouve dans cette région du monde, il est normal et compréhensible que l'Inde s'y intéresse. Notre point de vue - je ne veux pas m'exprimer au nom de M. Gandhi mais enfin qui pourrait penser autrement ? - le Cambodge doit revenir à sa véritable indépendance et donc à l'exercice de sa souveraineté. Cela ne se fera - si l'on ne veut pas perpétuer la guerre - que par des concessions (mais par des concessions sur les principes), des concessions sur la pratique des choses dans un pays pacifié, sur un retour à la vie démocratique. De ce point de vue j'ai le sentiment que l'action de l'Inde et l'action de la France se rejoignent aisément. Je n'ai pas eu le temps de voir M. le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, depuis la conversation qu'il a eue au début de l'après-midi avec M. le ministre des affaires étrangères de l'Inde. On peut dire que le dernier point a été fait au cours de ces conversations puisque M. le ministre des affaires étrangères de l'Inde est rentré de Bangkok ce matin même, me précise M. Dumas.\

QUESTION.- Monsieur le Président, selon vous, les changements intervenus au Pakistan peuvent-ils entraîner une modification durable de la situation dans la région ?

- LE PRESIDENT.- Je le crois. J'ai le sentiment que la rencontre qui a eu lieu entre Mme Bénazir Bhutto et M. Gandhi a permis un rapprochement des points de vue en même temps que l'apaisement des esprits. Donc vraiment je le crois. Vous me posez la question, je ne peux que faire une supputation, je n'étais pas là en tiers, mais j'ai le sentiment que nous entrons dans une période pendant laquelle ces deux pays vont pouvoir se comprendre mieux.\

QUESTION.- Monsieur le Président, êtes-vous content des résultats de votre visite en Inde et qu'est-ce qu'on a réalisé au cours de cette visite ?

- LE PRESIDENT.- Qu'est-ce qu'on a réalisé ? Alors je vais répéter si vous en avez la patience. Si après tout ce qui a été dit, vous avez le sentiment que rien n'a été réalisé, je vous laisse sur votre impression. Des gens sérieux auront peut-être une impression différente.

- Je voudrais simplement, à propos des déclarations que m'a citées monsieur tout à l'heure, c'était l'un des journalistes indiens qui m'a parlé des pressions exercées - j'ai l'impression qu'on n'a pas dû très bien se comprendre, parce qu'on vient de me signaler le nom de la personne qui se serait plainte de ces pressions et c'est justement quelqu'un que je connais et j'avais mal compris son nom, c'est M. Sam Petroda, je le connais parce qu'il était au dîner avec nous, je n'imaginai pas que nous parlions de la même personne - alors je voudrais vous dire que je serais vraiment très étonné que ce très éminent scientifique, conseiller du Premier ministre, se soit exprimé de cette manière, j'en serais très étonné. Etant entendu que c'est avec lui en particulier que nous continuons des conversations qui me paraissent confiantes. Voilà ce que je puis vous dire. Il y a donc eu, peut-être de votre part, une interprétation inexacte ce qui est parfaitement excusable, mais il faut bien se rendre compte qu'on doit autant que possible préciser sa pensée et bien veiller aux mots que l'on emploie. Moi, mon sentiment est qu'aussi bien entre le conseiller scientifique du Premier ministre indien, l'Inde et nos techniciens, le dialogue s'est bien déroulé. Il ne m'était pas parvenu jusqu'ici aux oreilles qu'il y eût des plaintes ou des pressions. Je tiens donc à rectifier notre dialogue de tout à l'heure dans ce sens. Je voudrais aussi que cette précision soit entendue précisément par la presse indienne. J'ai du mal à entendre le nom que vous avez exprimé et si j'avais su de qui il s'agissait, ce que je sais maintenant, je vous aurais tout de suite dit : à mon avis, votre information n'est pas exacte.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez parlé tout à l'heure de l'Alliance française. Croyez-vous quel peut être aujourd'hui son rôle dans un pays comme l'Inde ?

- LE PRESIDENT.- Je suis un praticien de l'Alliance française que je connais depuis tant d'années et je considère que c'est un des meilleurs vecteurs de la langue et de l'enseignement français à travers le monde. J'ai pu constater sur place cette très grande réussite dans un certain nombre de pays. Je souhaite que le gouvernement puisse contribuer à ce que cette Alliance puisse développer son action, non pas elle seule, concurremment avec d'autres établissements, mais c'est un bon moyen, un bel instrument pour la France, pour mieux se faire connaître, sa langue, sa culture et si des problèmes tout à fait concrets se posent et qu'on veuille bien me les faire connaître, je m'efforcerai d'aider l'Alliance française.\

QUESTION.- Vous parlez du développement et vous invitez de nombreux chefs d'Etat à se rendre à Paris en juillet, proposez-vous une autre Conférence économique, première question. Et puis une deuxième question, qui fait suite à la première, ce soir on va inaugurer le Festival avec un spectacle qui coûtera deux millions de dollars, est-il vraiment bon de faire cela dans un pays aussi pauvre que l'Inde c'est-à-dire investir de si fortes sommes dans un spectacle ?

- LE PRESIDENT.- Les conversations qui auront lieu les 13 et 14 juillet à Paris n'ont pas valeur de conférence économique. Les invités de la France seront là pour commémorer avec elle un événement de portée internationale dont vous connaissez l'ampleur : la Révolution française, les grands principes qui ont été exprimés, qui ont fait le tour du monde et sans oublier celui qui n'est pas négligeable, la proclamation de la souveraineté du peuple. Mais ce sera l'occasion de conversations qui pourraient nous conduire en effet à émettre un peu plus tard diverses propositions.

- Quant au spectacle c'est selon ce que chacun peut apprécier. De toute manière l'argent dépensé

- Quant au spectacle c'est selon ce que chacun peut apprécier. De toute manière l'argent dépensé c'est un argent qui aurait été gagné par quelqu'un d'autre. L'argent dépensé c'est le budget français qui pourrait s'en plaindre, mais pas ceux qui recevant ces crédits tentent d'intéresser un vaste public, et notamment un vaste public indien, à ce que les technologies modernes sont en mesure d'offrir aujourd'hui, de proposer. C'est un éternel débat. Je l'ai entendu si souvent ... Faut-il, ne faut-il pas ? Fallait-il se contenter d'amener quelques expériences déjà réalisées au XVIIIème siècle ou est-ce qu'il fallait montrer qu'il était possible de faire quelque chose pour le XXIème ? On peut toujours en discuter, c'est vrai que cela coûte cher, mais cela coûte cher aux contribuables français et les contribuables français, dans ce cas-là, contribuent de deux manières puisqu'ils sont aussi ceux, je le disais il y a un moment, qui contribuent le plus au monde à l'aide au développement, le plus au monde proportionnellement à leur revenu. Alors je crois que s'ils ont accepté cette charge supplémentaire, croyez-moi ils le font de bon coeur. Pourtant on n'aime pas beaucoup payer des impôts, pas plus en France qu'ailleurs.

- Mais pour que nous soyons, nous la France, à la mesure d'apporter à l'Inde, la démonstration que pour nous l'Année de la France en Inde, c'est un grand événement, qui mérite des soins, certaines dépenses, je ne vois pas en quoi cela peut nuire à un pays en voie de développement, puisque d'autre part la France et l'Inde accomplissent sur le plan international une fonction éminente. Enfin, l'opinion de chacun est libre, y compris la part de ceux qui appartiennent à des pays qui n'ont pas songé à ce type de cérémonie. Qui n'ont pas d'Année, à l'heure actuelle, en Inde et qui pourraient en éprouver quelque mécontentement.\

QUESTION.- La France est le pays du vin, du fromage et du moulin rouge. Est-ce que le Festival va mettre l'accent sur la science et la technologie ? Est-ce que le gouvernement voudrait modifier son image, c'est-à-dire celle d'un pays traditionnel, celui du fromage et du vin, pour montrer que la France est un pays à la pointe de la technologie et de la science ?

- LE PRESIDENT.- Ce n'est pas mal vu et la France, pays de fromage, du vin, du parfum ou du cognac d'accord, c'est aussi le pays de Rabelais, de Racine, de Molière, de Voltaire, de Rousseau, de Victor Hugo et de quelques autres. Je peux ajouter Montesquieu ou Descartes, bon voyez, c'est un bon vin çà ! Enfin, on apprend tout çà, presque, à l'école. On a peut-être tendance à être un peu trop content de soi, mais enfin on a fait pas mal de choses dans l'histoire du monde. Mais vous avez dit çà très gentiment et je vous réponds sur le même ton.

- C'est vrai, la France a besoin d'aller montrer que sur le plan industriel et technologique, elle a rattrapé les retards qu'elle avait pu prendre et qu'elle est désormais de plain pied dans la grande compétition internationale et c'est vrai dans de très nombreux domaines industriels, scientifiques, comme dans le domaine de la recherche scientifique. Je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de le dire, c'est un peu aussi une réponse au journaliste qui s'exprimait avant vous. Je pense qu'on aurait pu faire célébrer l'Année de la France en Inde, en effet en installant des étals sur lesquels il y aurait eu du vin, du fromage, etc... Mais je pense qu'on pouvait aussi ajouter le laser, c'est plus complet. Merci. La séance se termine. Je vous remercie.\